

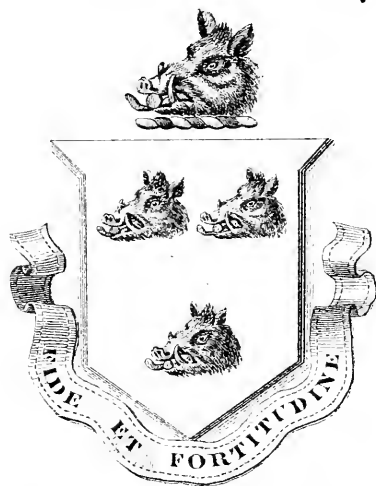
Accessions

159,815

Shelf No.

XG 3656,20

Barton Library.

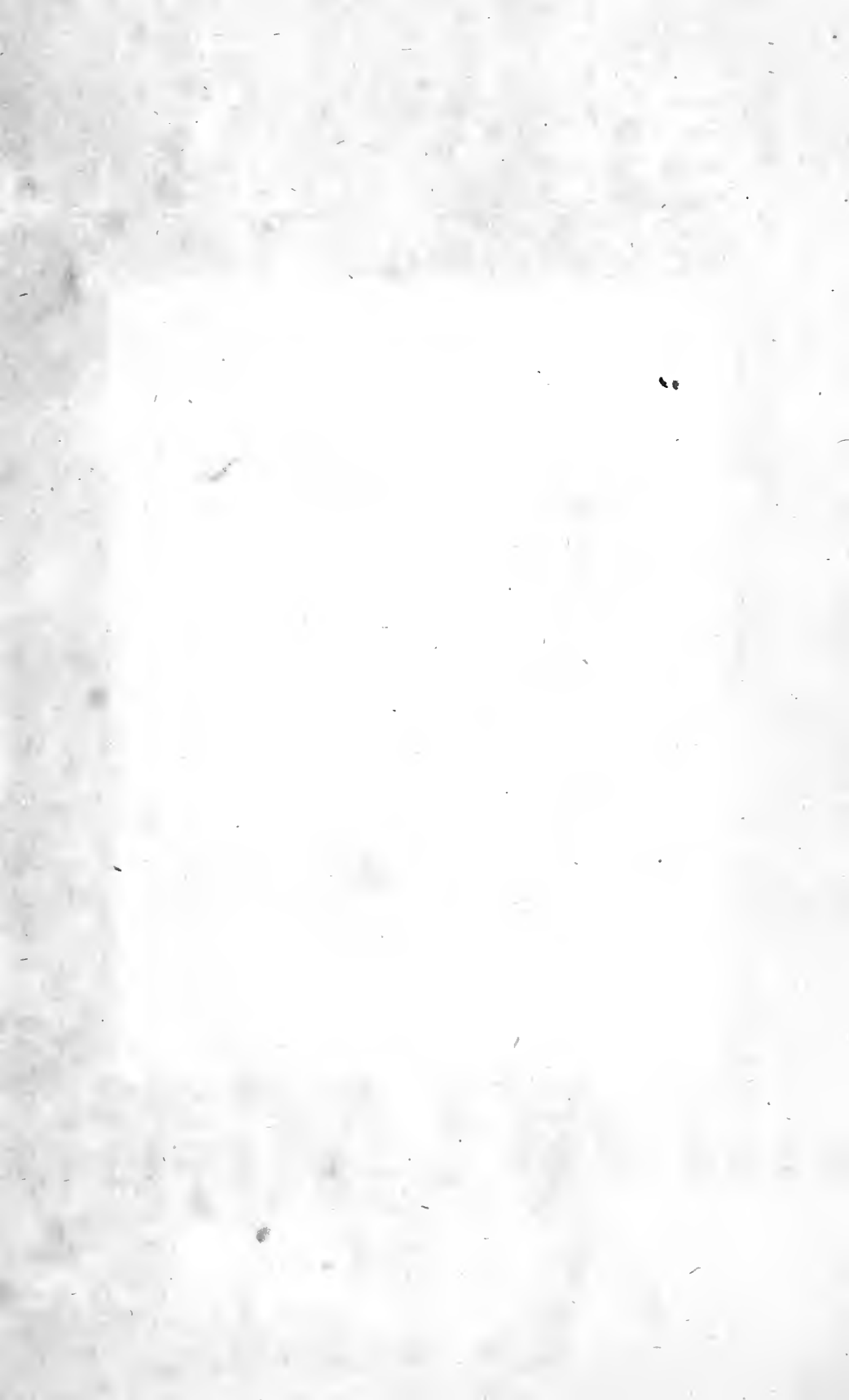


Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.

Received, May, 1873.

Not to be taken from the Library.



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

INCOMPÉTENCE DE LA PUISSANCE CIVILE

DANS L'ÉRECTION

DES MÉTROPOLES ET DES ÉVÊCHÉS,

*Démontrée de nouveau par un Capitulaire
de Charlemagne.*

CE Capitulaire est celui que Charlemagne publia à Francfort en 794. Il faut d'abord en connoître l'origine.

Charlemagne a convoqué à Francfort en cette année, un concile composé de tous les évêques de sa domination, d'Allemagne, d'Italie & des Gaules. Il y a été présent lui-même, ainsi que les légats du pape Adrien. On y a fait cinquante-six canons, dont les deux premiers sont doctrinaux. L'un condamne l'erreur de deux évêques d'Espagne, Elipand de Toledé & Felix d'Urgel, qui faisoient de Jésus-Christ le Fils adoptif de Dieu. L'autre rejette le second concile de Nicée, parce que les Pères donnoient une fausse interprétation

à l'adoration des images , qui y est prescrite. Tous les autres canons , au nombre de cinquante-quatre , roulent sur la morale & la discipline , & sur quelques objets purement temporels (1).

On fait quelle étoit dans ce siècle la forme de la confirmation des conciles par les princes. Ils en répétoient tous les canons dans une loi qu'ils publioient , en se les appropriant. C'est ce qui a produit le capitulaire dont il s'agit. Charlemagne n'y parle point des deux premiers canons dogmatiques. C'est peut-être parce qu'il avoit écrit directement à Elipand pour l'engager à rétracter son erreur. Charlemagne adopte les cinquante-quatre autres canons , qu'il transcrit littéralement dans son capitulaire (2). Il dit dans quelques articles qu'il ordonne du consentement du concile. Dans d'autres on lit : il a été ordonné par le roi & par le saint concile. D'ailleurs , tous les canons sont copiés mot à mot. C'étoit la forme du temps.

Quoi qu'il en soit , le sixième article du capitulaire est ainsi conçu : Sur la contestation entre Ursion , évêque de Vienne , & l'avocat d'Elifant , évêque d'Arles , on a lu les lettres de Grégoire , Zozime , Léon & Symmaque , qui ont décidé que l'église de Vienne auroit quatre suffragans , sur lesquels elle jouiroit de la prééminence , & que

(1) Concil. Labbe Tom. 7, col. 1057 & suiv.

(2) Baluz. Capitul. Reg. Franc. Tom. 1, col. 263.

l'église d'Arles en auroit neuf, sur lesquels elle présideroit pareillement. Sur une autre altercation entre les évêques de Tarentaise, d'Embrun & d'Aix, on a envoyé à Rome, & on se conformera à ce qui sera défini par le pontife romain (1).

Le huitieme canon du concile est entierement conforme, avec cette seule différence, qu'on y parle d'Elifant, comme défendant lui-même sa cause, au lieu que, suivant le capitulaire, il plaidoit par un avocat.

De ce seul texte sort une réponse décisive à trois faits allégués par les défenseurs de la constitution civile du clergé.

Le premier est le concile de Turin en 397, qui a été occupé de deux disputes différentes, entre des prélats sur les droits de leurs sièges. La premiere étoit entre Procul, évêque de Mar-

(1) De altercatione Ursionis Viennensis episcopi, & advocato Elifanti, Arelatensis episcopi, lectæ sunt epistolæ beati Gregorii, Zozimi, Leonis & Symmachi, quæ definierunt eò quòd Viennensis ecclesia quatuor suffraganeas habere sedes deberet, quibus illa quinta præmineret, & Arelatensis ecclesia novem suffraganeas habere deberet, quibus ipsa præmineret. De Tarentasiâ verò & Ebreduno, sive aquis, legatio facta est ad sedem apostolicam; & quidquid per pontificem romanæ ecclesiæ definitum fuerit, hoc teneatur. (Ibid. col. 265.)

seille , & les évêques de la seconde Narbonnoise. Procul se prétendoit métropolitain de cette province , & soutenoit y avoir fait les ordinations des évêques. Ceux-ci le nioient expressément , & disoient ne devoir pas être soumis à l'évêque d'une autre province.

Le concile , au lieu de rendre un jugement , a fait une amiable composition entre les parties , pour les maintenir dans la paix & la concorde. Il a moins considéré les droits du siège de Marseille , que la personne de Procul qui le remplissoit. Il a accordé l'honneur de la primatie , non à l'évêché de Marseille , mais à la personne de Procul tant qu'il vivroit. Si les évêques de la seconde Narbonnoise pouvoient s'y opposer , parce que Marseille étoit d'une autre province , ils devoient y consentir par charité. Le concile leur recommande en même-temps d'honorer Procul comme leur pere , & à Procul de les traiter comme ses enfans.

On a eu raison de dire que c'étoit moins là un jugement qu'une composition amiable , une espece de pacification provisoire faite entre les co-litigans. Le concile a réglé à-peu-près de même une seconde dispute entre les évêques d'Arles & de Vienne.

Ils contestoient entr'eux sur l'honneur de la primatie. Elle a été adjugée à celui qui prouveroit que sa ville étoit métropole. Il aura en consé-

quence l'ordination des évêques dans toute la province (1).

Le concile ne se borne pas à cette première décision, qu'il paroît abandonner aussi-tôt. Il propose aux deux évêques un accord plus propre à entretenir la paix entr'eux. C'est que chacun exerce l'autorité métropolitaine sur les églises les plus voisines de son siège (2).

Les auteurs du schisme triomphent de la première partie de ce décret. Il est donc vrai, disent-ils, que la métropole ecclésiastique a toujours été annexée à la métropole civile,

(1) Illud deinde inter episcopos urbium Arclatenfis & Viennensis, qui de primatus apud nos honore certabant, à sanctâ synodo definitum est, ut qui ex eis approbaverit suam civitatem esse metropolim, is totius provinciæ honorem primatûs obtineat : & ipse juxta canonum præceptum ordinationum habeat potestatem. (Concil. Labbe, Tom. II, col. 1156.)

(2) Certè ad pacis vinculum conservandum, hoc consilio utiliore decretum est, ut, si placet, memoratarum urbium episcopis unaquæque de his viciniore sibi intra provinciam vindicet civitates, atque eas ecclesias visitet, quas oppidis suis vicinas magis esse confiterit : ita ut memores unanimittatis atque concordix, non alter alterum, longius sibi usurpando, quod est alii propius inquietet. (Ibid.)

puisque le concile prononce en faveur de celui des évêques , dont la ville a été décorée par l'empereur du titre de métropole. L'église a donc toujours reconnu dans le souverain le droit d'ériger des métropoles ecclésiastiques ; puisque la métropole civile entraînoit toujours l'autre ; & que la métropole civile devenoit de plein droit métropole ecclésiastique.

Ceux qui raisonnent ainsi ne sentent pas l'opposition qui se trouve entre ces deux parties du canon. Le concile porte d'abord une première décision , dont il seroit difficile de deviner le juste motif. Il conseille en même-temps aux deux évêques de ne s'y pas tenir , & de faire entr'eux un arrangement plus convenable. S'il étoit nécessaire , semblent dire les Peres , qu'un des deux fût seul métropolitain ; cet honneur appartiendrait à celui dont la ville auroit été érigée en métropole civile. Mais rien n'oblige à élever ainsi un des deux sièges sur les ruines de l'autre. Ils ont droit tous deux à la juridiction métropolitaine. Il ne s'agit que de partager entr'eux les suffragans. Ils auront chacun à ce titre les sièges les plus voisins du leur. Tel est manifestement l'esprit du canon. Pourquoi adjuge-t-on d'abord la dignité métropolitaine à celui dont la ville aura été érigée en métropole ? C'est , dit-on , parce que , de droit commun , la métropole ecclésiastique suivoit toujours la métropole civile.

Je nie cette assertion. Le concile étoit certainement convaincu qu'une des deux villes étoit seule métropolitaine civile, autrement son décret seroit illusoire. Ce seroit un jeu d'attacher la primatie à la métropole civile, si les deux villes pouvoient également revendiquer ce privilège. Le concile, dans l'idée qu'on lui prête, auroit été convaincu qu'un seul des deux évêques devoit être métropolitain. Cependant aussi-tôt, & dans la phrase suivante, il les déclare tels tous deux, & les engage à diviser entr'eux toutes les églises de la province, suivant la proximité plus ou moins grande de leurs sièges. Ils seront donc tous deux métropolitains. Cependant, suivant la prétendue maxime qui aura dirigé le concile, il ne pouvoit y en avoir qu'un pour toute la province, puisqu'il n'y avoit qu'une seule métropole civile.

Cette réflexion suffiroit pour montrer combien on abuse du concile de Turin. Le capitulaire de Francfort en fournit une autre, qui n'est pas moins importante.

De quel poids sera le concile de Turin, si son règlement a été inutile, s'il a été rejeté par les deux évêques contendans; s'ils ont eu recours à Rome; si ce décret du concile de Turin a été réformé par trois papes successifs? Or c'est ce que nous apprennent le concile & le capitulaire de Francfort. On y a lu la lettre de Zozime, par laquelle il ordonne que la métropole de Vienne

aura quatre suffragans , & que celle d'Arles en aura neuf. Zozime est monté , en 417 , sur le saint-siège , qu'il n'a occupé qu'un an. Il est donc certain que vingt ans après le concile de Turin , son décret a été réformé , au moins dans sa première partie , puisque la dignité métropolitaine a été accordée en même-temps aux deux églises de Vienne & d'Arles. Il est donc certain que l'église ne connoissoit pas en 417 cette loi chimérique , qui attachoit inséparablement la métropole ecclésiastique à la métropole civile , puisqu'en 417 Zozime a reconnu la dignité métropolitaine dans les deux sièges de Vienne & d'Arles , quoiqu'une des deux villes pût être métropole civile.

Ce jugement de Zozime a été confirmé par S. Léon , par Symmaque & par saint Grégoire , dont les lettres ont pareillement été lues dans le concile de Francfort. L'église n'a donc pas connu pendant tout le cours du cinquième siècle cette règle imaginaire , qui faisoit dépendre la métropole ecclésiastique de la métropole civile. Les empereurs ont décoré les villes , comme ils l'ont jugé à propos. La police de l'église n'en a reçu aucune altération. Tantôt elle a placé l'évêché métropolitain dans la métropole civile ; tantôt elle l'a fixé ailleurs , suivant qu'elle l'a cru utile au salut des peuples.

Ainsi le concile de Turin bien examiné , condamne plutôt qu'il ne favorise , l'usurpation de la

puissance temporelle. D'ailleurs , il a été réformé vingt ans après dans sa première décision , la seule dont on argumente. Espérons qu'il ne sera plus question du concile de Turin , & qu'il sera totalement écarté de la controverse actuelle.

Un second fait invoqué par les partisans du schisme , est l'érection de Justiniane en archevêché par la seule autorité de Justinien. Nous y répondrons encore très-facilement , à l'aide du concile & du capitulaire de Francfort.

Ce fait a été examiné avec une certaine étendue , dans la réponse à l'ouvrage adressé au Pape par dix-huit évêques constitutionnels , pag. 123 & suiv. On y voit que Justinien , par la Novelle XI , avoit effectivement accordé à l'évêque de Justiniane les privilèges les plus exorbitans. Il en a demandé la confirmation au pape Agapet en 535. Il sollicitoit en même-temps pour son protégé le vicariat du saint-siège dans l'illirie. Il a été refusé sur les deux chefs ; ou du moins Agapet a remis la décision à des légats qu'il promettoit d'envoyer sur les lieux , & qui n'y sont jamais venus.

Justinien a renouvelé ses instances auprès de Vigile , qui s'est assis sur la chaire de saint Pierre le 22 Novembre 537. Nous n'avons ni la supplique , ni la réponse de Vigile. Nous connoissons seulement la mention qu'il a plu à Justinien d'en faire dans sa Novelle 131 , qui est de l'année 541. Ce n'est pas le titre constitutif d'un privilège ;

c'est une pure énonciation. Justinien exposant les prérogatives dont jouit l'évêque de Justiniane, dit qu'il aura toujours la juridiction primatiale ou patriarchale sur certaines provinces, & qu'il sera aussi vicaire du pape, suivant ce qui a été ordonné par Vigile, *secundum ea quæ definita sunt à sanctissimo papa Vigilio.*

Rien n'est plus clair ; & suivant les regles de la grammaire , la mention de la constitution de Vigile s'applique également & à l'érection de l'archevêché de Justiniane, & au vicariat du saint-siège.

Le Pere Lalande , faux évêque de Nanci , & autres , ont tâché de restreindre le décret de Vigile , à la seule concession du vicariat de l'Illyrie , afin que Justinien demeurât seul créateur de la primatie de Justiniane. Ils ont dit dans cette vue , que dans le temps de Justinien il n'étoit pas encore d'usage de s'adresser au pape pour l'érection des évêchés & des métropoles. Dès-là il faut croire que le décret de Vigile se rapporte uniquement à la concession du vicariat. Car c'est une maxime constante , qu'il faut interpréter les actes suivant le droit commun , & les regles qui s'observoient lors de leur date.

Cet argument reçoit plusieurs réponses. Et d'abord le plus certain de tous les principes , c'est qu'il faut entendre les termes dans leur propriété naturelle , & dans le sens que leur donne le lan-

gage commun de la société. Or quand on dit qu'un évêque aura deux prééminences, suivant ce qui a été ordonné par le pape Vigile, il n'y a personne qui ne comprenne que les deux prérogatives sont également fondées sur le décret du pape.

De plus, en accordant pour un moment qu'on ne recouroit pas alors à Rome pour l'établissement des évêchés & des métropoles; il étoit encore bien moins d'usage qu'ils fussent érigés par l'autorité civile seule. On craint, en appliquant la décision de Vigile aux deux privilèges conjointement, de s'écarter de la discipline du siècle. On n'appréhende pas en laissant à Justinien seul la création d'une primatie, de détruire la constitution de l'église, & d'anéantir la distinction des deux puissances.

Mais d'ailleurs, soutient-on sérieusement qu'il n'étoit pas d'usage sous le regne de Justinien, de recourir à Rome pour l'érection des évêchés & des métropoles? Nous voyons dans le capitulaire de Charlemagne, que pour le règlement d'une contestation entre deux métropolitains pour l'attribution des suffragans, on s'est adressé à Zozime élu pape en 417; à saint Léon qui a occupé le saint-siège depuis 440 jusqu'en 461, & à Symmaque qui y a été assis depuis 498 jusqu'en 514. Justinien n'a été couronné empereur qu'au mois d'Août 527. Le pape Zozime l'a précédé de 110, & saint Léon d'environ 80. Zozime, Léon & Symmaque ont

ordonné tous trois que l'église de Vienne n'auroit que quatre suffragans , & que l'église d'Arles en auroit neuf. Le capitulaire le dit expressément d'après le concile de Francfort , où les lettres des trois papes ont été lues , ainsi que celle de saint Grégoire. Or à qui persuadera-t-on qu'il ait été d'usage de s'adresser successivement à trois papes dans le cinquieme siecle pour la division des suffragans entre deux métropolitains , & qu'il ait été d'usage d'ériger des métropoles sans les consulter , sans demander leur avis ?

J'avoue très-volontiers que ce recours à Rome n'étoit pas nécessaire , & que le concile de la province avoit toute la puissance requise pour l'établissement des évêchés & des métropoles. J'irai plus loin ; je dirai même , si l'on veut , que cette puissance n'appartenoit qu'à lui , & que le pape n'avoit pas droit de statuer sur ce point , au moins malgré les parties intéressées. Mais ce n'est pas la question dont il s'agit entre nous. On soutient que les papes ne se sont jamais mêlés de l'érection des métropoles avant Justinien. On en infere que le décret du pape Vigile dont parle cet empereur , ne peut s'appliquer raisonnablement qu'au vicariat du saint-siège. Cet argument est démontré faux & ridicule , puisque dans tout le cours du cinquieme siecle , on s'est adressé au pontife romain , soit pour l'établissement , soit pour le régleme des métropoles , & la décision des contestations entre les métro-

politains. Innocent premier , monté sur le saint-siège en 402 , est consulté par Alexandre , évêque d'Antioche. Il demande si l'empereur ayant divisé une province , en sorte qu'il y ait par-là deux métropoles civiles , il doit y avoir aussi deux métropoles ecclésiastiques. Le pape répond négativement (1). Il n'est donc pas sans exemple , que dès le commencement du cinquième siècle , on ait consulté l'évêque de Rome sur l'érection des métropoles. Zozime qui a succédé à Innocent premier en 417 , a jugé que l'église de Vienne ne devoit avoir que quatre suffragans , & que celle d'Arles en auroit neuf. S. Léon & Symmaque ont jugé la même chose , en confirmant apparemment la décision de Zozime. Le concile & le capitulaire le disent en propres termes. Or si on s'est adressé souvent à Rome , pour vider les débats entre métropolitains , comment croire qu'il ne fut pas d'usage d'y recourir pour l'érection des métropoles ?

En oubliant le prétendu droit commun , suivant lequel les papes ne se sont jamais mêlés de l'érection des métropoles avant Justinien , rien n'empêche d'entendre la Nouvelle 131 de cet empereur dans le sens naturel des termes. Or ainsi entendue , elle prouve que Justinien a demandé à Vigile , & qu'il a obtenu de lui , & la confirmation de la primatie , - & le vicariat du saint-

(1) Concil. Labbé , Tom. II , col. 1269.

siège, en faveur de l'évêque de Justiniane. Voilà donc encore un appui enlevé au schisme & à ceux qui le propagent.

Un troisième fait qu'on a produit avec beaucoup d'ostentation, c'est l'érection de l'évêché de Brême dans la Saxe, faite par Charlemagne en 789. On peut consulter sur ce point la réponse déjà citée à l'ouvrage des évêques constitutionnels, pag. 162 & suiv. Le capitulaire sur lequel on appuie ce récit, est une pièce démontrée fautive. Indépendamment des autres réflexions qui détruisent cette fable, j'en puise une nouvelle dans le concile & le capitulaire de Francfort.

On a vu qu'il y étoit parlé d'une altercation entre les évêques d'Embrun, de Tarentaise & d'Aix. On ne sait pas précisément quel en étoit l'objet. Sirmond, dans une note sur le huitième canon du concile de Francfort, présume que ces trois évêques vouloient être déclarés métropolitains. Car, dit-il, quoique les trois villes fussent depuis longtemps chefs & métropoles de leurs provinces, il paroît cependant que dans les premiers siècles les églises étoient soumises à des métropolitains d'autre province. Celle de Tarentaise étoit sous Vienne, celles d'Embrun & d'Aix étoient sous Arles (1).

(1) Id agebant, opinor, harum civitatum episcopi, ut inter metropolitanos in ecclesia censerentur. Etsi

On peut juger par-là combien est fausse la maxime , qui subordonne la métropole ecclésiastique à la métropole civile , puisque voilà trois villes élevées à cet honneur , qui n'étoient pas métropoles ecclésiastiques.

Qu'on pense ce qu'on voudra de la conjecture de Sirmond , il est certain que la dispute ne pouvoit rouler que sur les droits que les trois évêques reclamoient en faveur de leurs églises. Or Charlemagne marchant sur les traces du concile de Francfort , n'ose pas vider cette querelle par lui-même. Il envoie des députés à Rome , & promet d'avance qu'on suivra la décision du pontife romain. Pensera-t-on que ne se croyant pas assez d'autorité pour régler par lui-même les droits de quelques évêchés , & s'en rapportant aveuglément sur ce point au jugement du pontife romain , il eut entrepris , sans sa permission , d'ériger un siège épiscopal en vertu de sa seule puissance temporelle ?

Ce prince étoit dans la relation la plus intime avec le pape Adrien , & prenoit son consente-

enim tres istæ civitates jam olim capita & metropoles erant suarum provinciarum , videntur tamen illarum episcopi superioribus sæculis sub aliarum provinciarum metropolitanis fuisse : Tarantasiensis nimirum sub Vienneusi , Ebredunensis & Aquensis sub Arelatensi. (Concil. Labbe , Tom. 7 , col. 1066.)

ment sur tout ce qui étoit relatif à l'intérêt de l'église. On en trouve d'autres preuves dans le capitulaire de Francfort.

On lit dans l'article 53 , & dans le canon 55 du concile , que Charlemagne avoit obtenu du pape Adrien la permission de retenir dans son palais Enguerrand , évêque de Metz , pour l'utilité de l'église. Il demande au concile la permission d'y retenir de même Hildebald , évêque de Cologne , déclarant qu'elle lui a été accordée par le pape.

Charlemagne étoit dans la plus grande union avec le pape Adrien , qu'il consultoit sur tout ce qui a rapport à l'église. Dans la lettre qu'il écrit à Léon III , il appelle Adrien son prédécesseur , son fidele ami. Il rappelle la douce familiarité qui étoit entr'eux. Prétendre que Charlemagne aura érigé un évêché sans le consentement du pape , c'est d'autant plus choquer toutes les vraisemblances , qu'on le voit ici abandonner à son jugement la décision d'un débat sur les prérogatives de trois sièges épiscopaux.

Les évêques constitutionnels attribuent à Louis-le-Débonnaire seul l'érection de l'archevêché de Hambourg. On les a refutés dans l'ouvrage déjà indiqué , pag. 194 & suiv. La conduite de Charlemagne les convaincra seule de faux. Est-il probable que Louis-le-Débonnaire ait pris sur lui de créer seul un archevêché , pendant que peu d'années auparavant, Charlemagne son pere & le con-

cile de Francfort députent à Rome , & adoptent respectueusement ce qui y sera décidé , sur une dispute entre deux métropolitains ?

Il est donc vrai que le Capitulaire de Francfort suffit pour écarter & le concile de Turin , & l'érection faite par Justinien de l'archevêché de Justiniane , & l'établissement de l'évêché de Brême par Charlemagne. On y trouveroit encore la matiere d'autres observations.

Dans l'article 8 il est parlé d'un nommé Gerbod , qui se disoit évêque , sans produire aucun témoin de son ordination. Il convenoit avoir été ordonné diacre & prêtre contre les regles des canons. Il a été décidé par le roi & par le concile , que Gerbod seroit déposé de l'épiscopat qu'il disoit avoir par le métropolitain & les évêques com-provinciaux.

On étoit convaincu alors que la déposition des évêques appartenoit à leurs collègues assemblés en concile. Nous la voyons prononcer de nos jours par la puissance temporelle. Y eut-il jamais d'entreprise plus criante ?

Et qu'on ne dise pas que l'assemblée n'a pas déposé les évêques , & qu'elle les a seulement réputés démissionnaires , faute par eux de prêter le serment. Qu'importe qu'il n'y ait pas la forme de la déposition , s'il y en a tout le fonds , tout l'effet ?

Que résulte-t-il de la déposition d'un évêque ?

Elle ne lui ôte pas le caractère épiscopal , indélébile de sa nature. Il perd seulement l'exercice des fonctions de l'épiscopat, qu'il ne peut plus exercer légitimement. Il est privé du territoire que l'église lui avoit assigné. Il n'y a plus aucun fidele soumis à son autorité , & qu'il ait droit de gouverner comme évêque. Il exerceroit d'ailleurs efficacement toutes les fonctions épiscopales qui dépendent du caractère. Il consacrerait valablement des prêtres & des évêques. Quelle différence réelle y a-t-il donc entre l'état des évêques déposés par un concile , & celui où l'assemblée a réduit les nôtres au nombre de plus de cinquante. Ils n'ont plus de siège épiscopal , puisque celui qu'ils possédoient a été usurpé par un voleur. Il n'y a plus aucun fidele sur lequel ils aient autorité. Ils n'ont plus de territoire. Tout ce qui leur reste , c'est le caractère épiscopal qui subsiste également dans les évêques déposés. Ils sont donc réduits sans aucun jugement à l'état où la sentence du concile réduit les évêques déposés. Or est-il tolérable que l'autorité civile mette les évêques dans une telle position , leur ôtant tout exercice de leurs fonctions , leur territoire , leurs diocésains ? Si une telle usurpation est autorisée , il ne faut plus parler de puissance spirituelle , dont les droits sont incommunicables à toute autre autorité.

On pourroit encore observer que l'article 20 du Capitulaire de Francfort défend de mettre des

évêques dans les hameaux & les villages. C'est la décision du concile de Sardique & autres. Défendre de placer des sièges épiscopaux dans des lieux trop petits , c'est permettre , c'est ordonner indirectement d'en établir un dans toutes les villes. C'est par conséquent défendre très-expressément de détruire ceux qui subsistent. Est-ce là ce qu'on a fait en France ?

Nous avons cent cinquante évêchés. Il auroit été très-conforme à l'esprit de l'église d'y en établir encore deux cens nouveaux. On en a au contraire supprimé cinquante. On a réduit tous les sièges à quatre-vingt-trois pour les égaier au nombre des départemens. On a transplanté , on a débourné ceux qui ont échappé à la suppression. C'est une Assemblée purement civile qui a opéré tous ces renversemens. C'est ainsi qu'on rétablit la discipline primitive , & qu'on fait revivre les beaux jours de l'église.

F I N.

A P A R I S ,

Chez D U F R E S N E , Libraire au Palais.

1 7 9 2.

WILSON'S NEW SYSTEM OF BOOK-KEEPING

BY J. WILSON

THE NEW SYSTEM OF BOOK-KEEPING
AS APPLIED TO THE
BUSINESS OF THE
MERCHANT
AND THE
MANUFACTURER
BY J. WILSON
NEW YORK
PUBLISHED BY
J. WILSON
1880



